

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Venezuela-Le-vrai-visage-de-nos-Cercles-boliviariens>

Venezuela : Le vrai visage de nos « Cercles boliviariens »

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : mardi 11 février 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par **Álvaro Sánchez**,
[Risbal](#), 20.01.03.

Que l'on soit Vénézuélien ou non, on a parfois tendance à oublier les véritables promesses électorales de l'actuel président Hugo Chávez. À l'inverse de ses prédécesseurs, Chávez n'a pas promis de faire un millionnaire de chaque électeur. Au contraire : à maintes reprises il a répété les nombreux obstacles qui se dresseraient contre la mise en oeuvre des politiques nécessaires à l'éradication de la pauvreté et à une société plus égalitaire. De fait, le programme politique de Chávez incluait, notamment : la refonte du système politique vénézuélien ; la participation de l'État dans les affaires l'incombant directement ; une distribution plus juste des revenus ; la lutte contre la corruption, et -probablement le plus important- le devoir des pouvoirs locaux de rendre des comptes aux électeurs, et la participation politique active des citoyens, à la base, afin de rehausser leur qualité de vie.

Ces mouvements de base ont été baptisés « Cercles boliviariens », du nom du père de la patrie, Simon Bolivar, et c'est sous ce nom qu'ils virent le jour. Certifiés par le président lui-même et soutenus massivement par la population, les Cercles boliviariens regroupent dirigeants communautaires et voisins, qui travaillent main dans la main dans les bidonvilles, quartier populaires et petits villages dans tout le pays.

Un exemple : au lieu d'attendre que le président de la République ou toute autre instance du haut gouvernement ne visite le barrio La Palomera, près de la municipalité de Baruta (état de Miranda), les voisins et les dirigeants communautaires, essentiellement des femmes, décidèrent de prendre les choses en main et s'organisèrent pour mettre sur pied un dispensaire local qui faisait cruellement défaut. Les voisins ont ensuite mis la main à la pâte pour nettoyer leur barrio et l'embellir. Partout dans le pays, les Cercles boliviariens se sont attelés à un vaste travail social et politique au service des démunis de toujours : services d'alimentation aux affamés, mise sur pied d'écoles pour enfants pauvres, octroi de fonds pour petites entreprises, etc.

Bien entendu, le président Chávez a tout fait pour fournir moyens et ressources pour que les Cercles boliviariens puissent fonctionner de manière autonome. Ainsi, l'Assemblée nationale, avec le soutien présidentiel, adopta la législation nécessaire et assigna ensuite des fonds pour créer une ligne de crédit destinées aux petites entreprises et, surtout, aux initiatives de Vénézuéliens à bas revenus, de femmes, d'amérindiens et d'autres minorités.

À côté des Cercles boliviariens, le président Chávez lança le Plan Bolivar 2000, dans le cadre duquel il a mobilisé les forces armées dans les zones les plus pauvres du pays. L'objectif principal était d'offrir des services de soins de santé, des produits alimentaires subventionnés, des équipements de construction, ainsi qu'un accompagnement scolaire et logistique aux plus nécessiteux, à savoir les pauvres des bidonvilles de Caracas et d'autres grandes villes du pays.

Tout ceci est, en soi, un succès majeur. Surtout dans un pays comme le Venezuela, dont les habitants ne sont malheureusement pas habitués à l'organisation communautaire de base et aux actions de développement à l'échelle locale. Le président a ajouté que les membres des Cercles boliviariens avaient aussi des devoirs civiques à accomplir. Il voulait dire que les citoyens ont le devoir d'apprendre, et d'enseigner, leurs droits et responsabilités dérivant de la Constitution. C'est ainsi que les membres des Cercles boliviariens devinrent les principaux défenseurs de la Constitution du Venezuela. On se souvient que cette Constitution, ratifiée par 80% de la population lors d'un référendum national en 1999, fut purement et simplement bannie par le gouvernement de 48 heures qui prit le pouvoir après le coup d'État militaire et civil du 11 avril 2002.

Les membres des Cercles boliviariens mirent alors en pratique la formation civique reçue les années précédentes et organisèrent des manifestations massives. Ce qui permit non seulement de remettre le président Chávez au pouvoir,

mais aussi de restituer pleinement la Constitution vénézuélienne, dans un pays destiné à être libéré par son glorieux peuple.

La réaction immédiate de l'opposition du pays fut de diaboliser les Cercles boliviariens. Après tout, ce sont eux qui avaient sauvé la démocratie au Venezuela. Les dirigeants d'opposition et leurs partisans accusèrent donc les Cercles boliviariens d'être armés et de pratiquer le terrorisme. Et les médias, vénézuéliens et internationaux, alliés inconditionnels de l'opposition, s'occupèrent de diffuser ce mensonge.

En fin de compte, pour gagner l'opinion publique à leur cause, ces organisations de base aux ressources limitées et aux relations publiques déficientes doivent lutter contre les grandes corporations médiatiques mondiales. Un remake de David et Goliath, version vénézuélienne.

La réaction des médias est d'autant plus irrationnelle, si pas risible, qu'un programme du même genre a été mis sur pied dans la république voisine de Colombie. Et ni la télévision, ni la radio, ni la presse écrite de ce pays n'ont encore critiqué l'initiative. Le président colombien Álvaro Uribe a en effet encouragé ses citoyens à s'organiser au niveau des communautés de base. En revanche, contrairement au programme de Chávez, fondé sur l'amélioration de la qualité de vie et les devoirs civiques, le Réseau d'informateurs créé par Uribe visait à aligner, engager et plonger les paysans pauvres dans un conflit armé sans issue à court terme. D'ailleurs, lorsqu'il était gouverneur de l'état de Antioquia, Uribe avait lancé un programme similaire, appelé CONVIVIR (« Vivre ensemble »), aux résultats catastrophiques pour les pauvres des zones rurales. Les défenseurs des droits de l'Homme, en Colombie et sur la scène internationale, avaient alors accusé le plan CONVIVIR de n'être qu'un programme de « paramilitarisation » institutionnalisée de civils. Pour les activistes des droits humains, CONVIVIR n'a absolument rien apporté de positif aux Colombiens démunis.

Où étaient les médias internationaux lorsqu'il s'agit de critiquer le Réseau d'informateurs de Uribe ? Et pourquoi les Cercles boliviariens ont-ils été jugés différemment ? Les médias internationaux devront répondre à ces questions, sous peine de voir leur crédibilité franchement écornée. Les Colombiens eux-mêmes devraient également s'opposer aux programmes agressifs du président Uribe, et remettre leurs médias en question pour avoir regardé ailleurs et avoir contribué à aggraver le climat de confrontation en Colombie.

Les Cercles boliviariens du Venezuela n'ont encore eu aucune chance de montrer leur vrai visage. L'opposition vénézuélienne et les médias nationaux et internationaux les ont littéralement empêché de présenter leur nature humanitaire. En revanche, avec ou sans Chávez, les Cercles boliviariens vont résolument poursuivre leur travail en faveur de la qualité de vie des communautés. À cet égard, le président Chávez a bel et bien respecté sa promesse électorale de fournir aux pauvres les instruments nécessaires pour qu'ils se prennent eux-mêmes en charge et réveillent leur conscience politique. Le président Chávez a semé cette graine. Les générations à venir, et l'Histoire, lui sauront gré de cette généreuse action.

Post-scriptum :

** Vénézuélien résidant à Miami, enseignant du secondaire et dirigeant de la Little Rock Nine Grassroots Organization, une organisation politique de base qui se charge de diffuser des informations politiques et sociales auprès de la communauté.*

Traduction de l'anglais : Gil B. Lahout

© COPYLEFT Álvaro Sánchez2003